

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 1073

12 AVRIL 1985. — Loi chargeant le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises du paiement d'une indemnité de transition (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La mission du « Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises », institué par l'article 9 de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, est étendue conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° travailleurs : les personnes occupées au travail en vertu d'un contrat de travail ou d'apprentissage;

2° employeurs : les personnes physiques ou morales qui occupent les personnes visées au 1°;

3° reprise de l'actif : soit l'établissement d'un droit réel sur tout ou partie de l'actif d'une entreprise en faillite ou d'une entreprise faisant l'objet d'un concordat judiciaire par abandon d'actif, soit la prise en location de tout ou partie de ce même actif;

4° date de la faillite : date de la déclaration de faillite au sens de l'article 442 du Code de commerce;

5° date du concordat judiciaire par abandon d'actif : date à laquelle la demande de concordat est déclarée recevable par le tribunal, en application de l'article 7 des lois coordonnées sur le concordat judiciaire;

6° le Fonds : le « Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises ».

Art. 3. La présente loi s'applique en cas de reprise de travailleurs consécutive à la reprise de tout ou partie de l'actif d'une entreprise en faillite ou d'une entreprise faisant l'objet d'un concordat judiciaire par abandon d'actif, à condition que la reprise de l'actif intervienne dans un délai de six mois à partir de la date de la faillite ou du concordat, ou tout autre délai fixé par convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail et rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 4. Les travailleurs repris dont l'activité a été interrompue à la suite de la faillite ou d'un concordat judiciaire par abandon d'actif peuvent prétendre à une indemnité de transition à charge du Fonds pour la période qui prend cours à la date de l'interruption de leur activité consécutive à l'interruption totale ou partielle d'activité de l'entreprise et qui prend fin à la date de l'engagement par le nouvel employeur.

(1) Session 1983-1984.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 697/1. — Rapport n° 697/2.

Session 1984-1985.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 6 décembre 1984.

Session 1984-1985.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1073/1. — Rapport n° 1073/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 27 mars 1985. — Adoption. Séance du 29 mars 1985.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 1073

12 APRIL 1985. — Wet waarbij het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers belast wordt met de uitbetaling van een overbruggingsvergoeding (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De opdracht van het « Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers » dat is opgericht bij artikel 9 van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, wordt verruimd overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder :

1° werknemers : de personen die krachtens een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst arbeid verrichten;

2° werkgevers : de natuurlijke of rechtspersonen, die de onder 1° genoemde personen tewerkstellen;

3° overname van activa : het vestigen van een zakelijk recht op of het huren van het geheel of een deel van de activa van een failliete onderneming of van een onderneming die het voorwerp is van een gerechtelijk akkoord door boedelafstand;

4° datum van het faillissement : datum van het vonnis van faillietverklaring in de zin van artikel 442 van het Wetboek van Koophandel;

5° datum van het gerechtelijk akkoord door boedelafstand : datum waarop het verzoek door de rechtbank ontvankelijk wordt verklaard met toepassing van artikel 7 van de gecoördineerde wetten op het gerechtelijk akkoord;

6° het Fonds : het « Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers ».

Art. 3. Deze wet is van toepassing in geval van overname van werknemers als gevolg van de overname van het gehele of een gedeelte van de activa van een failliete onderneming of van een onderneming die het voorwerp is van een gerechtelijk akkoord door boedelafstand, op voorwaarde dat de overname van de activa geschiedt binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van het faillissement of het gerechtelijk akkoord of enige andere termijn vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de Nationale Arbeidsraad en bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaard.

Art. 4. De overgenomen werknemers wier activiteit onderbroken werd ten gevolge van het faillissement of van het gerechtelijk akkoord door boedelafstand kunnen aanspraak maken op een overbruggingsvergoeding ten laste van het Fonds voor het tijdvak dat ingaat op de datum van die onderbreking als gevolg van de gehele of gedeeltelijke onderbreking van de activiteit van de onderneming en eindigt op de dag van de indienstneming door de nieuwe werkgever.

(1) Zitting 1983-1984.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet nr. 697/1. — Verslag nr. 697/2.

Zitting 1984-1985.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 december 1984.

Zitting 1984-1985.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet nr. 1073/1. — Verslag nr. 1073/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 27 maart 1985. — Aanneming. — Vergadering van 29 maart 1985.

Art. 5. Pour avoir droit à l'indemnité de transition, les travailleurs doivent :

1° soit être liés par un contrat de travail ou d'apprentissage à la date de la faillite ou du concordat judiciaire par abandon d'actif, soit avoir été licenciés au cours du mois précédant cette date et avoir droit à une indemnité de rupture qui n'ait pas été payée en tout ou en partie à cette date;

2° être repris au moment de la reprise de l'actif ou dans un délai supplémentaire de six mois suivant celle-ci.

Art. 6. L'indemnité de transition n'est toutefois pas due lorsque après avoir été engagé par le nouvel employeur dans les liens d'un contrat de travail comportant une clause d'essai, le travailleur est licencié durant cette période d'essai.

Art. 7. L'indemnité de transition ne peut être cumulée :

1° avec l'indemnité de rupture payée par le Fonds en application de l'article 2 de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises;

2° avec la rémunération due pour le travail presté pendant la période d'interruption totale ou partielle de l'activité de l'entreprise ou pendant une partie de cette période.

Art. 8. L'indemnité de transition est égale à la rémunération brute dont le travailleur bénéficiait au moment de l'interruption d'activité, plafonnée à un montant fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Pour l'application du présent article, il y a lieu de considérer comme rémunération, la rémunération telle qu'elle est définie à l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Le montant maximum de l'indemnité de transition ne peut être supérieur au montant maximum des paiements effectués par le Fonds en application de l'article 6, dernier alinéa de la loi du 30 juin 1967.

Art. 9. Le Roi peut, après avis de la commission paritaire compétente, dispenser le Fonds des paiements prévus par la présente loi dans les branches d'activité dans lesquelles les mêmes avantages sont accordés par des conventions collectives de travail rendues obligatoires par arrêté royal.

Art. 10. Lorsque le Fonds assure le paiement de l'indemnité de transition, il est tenu :

1° d'effectuer les retenues imposées en application de la législation fiscale, de la législation relative à la sécurité sociale et en application des conventions particulières ou collectives de travail concernant les avantages complémentaires de sécurité sociale et de verser les sommes ainsi retenues aux organismes intéressés;

2° de payer aux organismes intéressés les cotisations patronales imposées par la législation relative à la sécurité sociale et par les conventions particulières ou collectives de travail concernant les avantages complémentaires de sécurité sociale.

Art. 11. Le Fonds est saisi de la demande de paiement à l'initiative du travailleur.

Le Roi détermine les modalités d'introduction de cette demande et les informations que le curateur, le liquidateur, le nouvel employeur qui reprend le travailleur et le travailleur sont tenus de communiquer au Fonds.

Le Roi détermine les modalités des paiements effectués par le Fonds ainsi que les formalités à remplir par celui-ci à l'occasion de ces paiements.

Art. 12. Se prescrivent par trois ans à partir de la date où est née le droit à l'indemnité, les actions des travailleurs contre le Fonds concernant le paiement de l'indemnité prévue à l'article 5.

Art. 13. Les articles 23 à 26 de la loi du 28 juin 1966 sont applicables à la surveillance de l'exécution de la présente loi.

Art. 14. Sans préjudice des articles 269 et 271 à 274 du Code pénal sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° l'employeur, ses préposés ou mandataires, les curateurs et liquidateurs qui ont commis une infraction aux dispositions des arrêtés pris en exécution de l'article 11;

Art. 5. Om recht te hebben op de overbruggingsvergoeding moeten de werknemers :

1° ofwel op de datum van het faillissement of het gerechtelijk akkoord door boedelafstand verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst, ofwel ontslagen zijn tijdens de maand die deze datum voorafgaat en recht hebben op een verbrekingsvergoeding die op deze datum niet of slechts gedeeltelijk werd uitbetaald;

2° overgenomen worden op het ogenblik van de overname van de activa of binnen een daaropvolgende bijkomende periode van zes maanden.

Art. 6. De overbruggingsvergoeding is nochtans niet verschuldigd wanneer de werknemer, na door de nieuwe werkgever te zijn in dienst genomen op grond van een arbeidsovereenkomst met beding van proeftijd, tijdens deze proeftijd wordt ontslagen.

Art. 7. De overbruggingsvergoeding kan niet worden gecumuleerd :

1° met de verbrekingsvergoeding die door het Fonds werd betaald met toepassing van artikel 2 van de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers;

2° met het loon dat verschuldigd is voor de arbeid die verricht werd gedurende het tijdvak van volledige of gedeeltelijke onderbreking van de activiteit van de onderneming of gedurende een gedeelte ervan.

Art. 8. De overbruggingsvergoeding is gelijk aan het brutoloon dat de werknemer genoot op het ogenblik van de onderbreking van de activiteit, begrensd tot een bedrag vastgesteld bij een in Ministeraad overlegd koninklijk besluit.

Voor de toepassing van dit artikel, moet als loon worden aangezien, het loon bepaald in artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Het maximumbedrag van de overbruggingsvergoeding mag niet hoger liggen dan het maximumbedrag van de betalingen die door het Fonds worden verricht met toepassing van artikel 6, laatste lid van de wet van 30 juni 1967.

Art. 9. De Koning kan, na advies van het bevoegd paritair comité, het Fonds vrijstellen van de betalingen, bepaald bij deze wet voor bedrijfstakken waar voordelen van dezelfde aard worden toegekend bij collectieve arbeidsovereenkomsten die algemeen verbindend werden verklaard bij koninklijk besluit.

Art. 10. Wanneer het Fonds de betaling van de overbruggingsvergoeding verzekert, is het gehouden :

1° de inhoudingen te doen die opgelegd worden bij toepassing van de belastingwetgeving, van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid en bij toepassing van de bijzondere of collectieve arbeidsovereenkomsten in verband met de aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid en de aldus ingehouden bedragen aan de betrokken instellingen over te dragen;

2° aan de betrokken instellingen de werkgeversbijdragen te betalen die opgelegd worden door de wetgeving betreffende de sociale zekerheid en door de bijzondere of collectieve arbeidsovereenkomsten in verband met de aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

Art. 11. Het verzoek tot betaling wordt bij het Fonds ingediend op initiatief van de werknemer.

De Koning bepaalt de wijze van de indiening van het verzoek en de inlichtingen die de curator, de vereffenaar, de nieuwe werkgever die de werknemer overneemt en de werknemer aan het Fonds dienen te verstrekken.

De Koning bepaalt de wijze waarop de betalingen door het Fonds geschieden alsmede de formaliteiten door dit laatste te vervullen ter gelegenheid van die betalingen.

Art. 12. De rechtsvorderingen van de werknemers tegen het Fonds betreffende de betaling van de vergoeding bepaald bij artikel 5 verjaren drie jaar na de datum waarop het recht op vergoeding is ontstaan.

Art. 13. De artikelen 23 tot 26 van de wet van 28 juni 1966 zijn van toepassing op het toezicht op de uitvoering van deze wet.

Art. 14. Onverminderd de artikelen 269 en 271 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen, tot een maand en met een geldboete van 26 tot 500 frank of met één van die straffen alleen :

1° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, curatoren en vereffenaars die zich schuldig hebben gemaakt aan de overtreding van bepalingen van de ter uitvoering van artikel 11 genomen uitvoeringsbesluiten;

2° l'employeur, ses préposés ou mandataires, les curateurs et liquidateurs qui ont fait obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi.

Art. 15. Les articles 28 à 31 de la loi du 28 juin 1966 précitée sont applicables aux infractions prévues par l'article 14.

Art. 16. L'article 4 de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, modifié par la loi du 28 juillet 1971, est complété par l'alinéa suivant :

« L'indemnité de licenciement n'est pas due au travailleur qui bénéficie de l'indemnité de transition prévue par l'article 4 de la loi du 12 avril 1985 chargeant le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises du paiement d'une indemnité de transition. »

Art. 17. L'article 2 de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, modifié par la loi du 30 mars 1976, est complété comme suit :

« § 4. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, le Fonds n'est pas tenu de payer l'indemnité de rupture au travailleur qui bénéficie de l'indemnité de transition prévue par l'article 4 de la loi du 12 avril 1985 chargeant le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises du paiement d'une indemnité de transition. »

Art. 18. Le Roi peut coordonner les dispositions des lois relatives à la création et aux missions du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;

4° arrêter l'intitulé de la coordination.

Le Roi peut, en outre, adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination, d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

Art. 19. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la publication au *Moniteur belge*.

Elle s'applique aux cas de reprise des entreprises dont la faillite ou le concordat judiciaire sont postérieurs à la date indiquée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 12 avril 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :
Pour le Ministre de la Justice, absent :
Le Ministre des Travaux publics,

L. OLIVIER

2° de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, curatoren en veroffenaars die het krachtens deze wet georganiseerde toezicht hebben verhinderd.

Art. 15. De artikelen 28 tot 31 van voornoemde wet van 28 juni 1966 zijn van toepassing op de in artikel 14 voorziene inbreuken.

Art. 16. Artikel 4 van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1971, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De vergoeding wegens ontslag is niet verschuldigd aan de werknemer die de overbruggingsvergoeding geniet bepaald bij artikel 4 van de wet van 12 april 1985 waarbij het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers belast wordt met de uitbetaling van een overbruggingsvergoeding. »

Art. 17. Artikel 2 van de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1976, wordt aangevuld als volgt :

« § 4. In afwijking van § 1 en 2, is het Fonds er niet toe gehouden een verbreekingsvergoeding te betalen aan de werknemer die de overbruggingsvergoeding geniet bepaald bij artikel 4 van de wet van 12 april 1985 waarbij het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers belast wordt met de uitbetaling van een overbruggingsvergoeding. »

Art. 18. De Koning kan de bepalingen van de wetten betreffende de oprichting en de taken van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers coördineren met de bepalingen welke deze op het tijdstip van de coördinatie uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd mochten hebben.

Daartoe kan hij :

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en in het algemeen de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzigingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen, met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen;

4° het opschrift van de coördinatie bepalen.

Bovendien kan de Koning de verwijzigingen naar de in de coördinatie opgenomen bepalingen, die in andere niet in de coördinatie opgenomen bepalingen voorkomen, naar de vorm aanpassen.

Art. 19. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Zij is van toepassing op de gevallen van overname van de ondernemingen waarvan het faillissement of het gerechtelijk akkoord door boedelafstand dateert van na de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 12 april 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :
Voor de Minister van Justitie, afwezig :
De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER